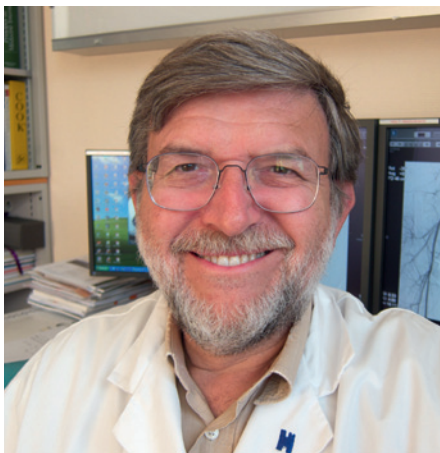


Le Dr Pierre-Alain Schneider, président de l'Association des Médecins du canton de Genève (AMG), est convaincu qu'e-toile va se déployer progressivement sur tout le canton

Une cathédrale ne se construit pas en un jour

Il ne fait aucun doute que l'exploitation numérique des données de santé progressera à l'avenir. Cette évolution ne s'arrêtera pas à la porte du cabinet des médecins libéraux. Mais, à ce jour, ceux-ci ne disposent pas des infrastructures requises pour communiquer de manière automatique et en toute sécurité avec les différents professionnels de la santé. «Pourtant, la tendance se confirme», souligne Monsieur Pierre-Alain Schneider, président de l'Association des Médecins du canton de Genève (AMG). «L'activité médicale est et sera de plus en plus informatisée. C'est une évidence. Il y aura à la base une plate-forme de communication permettant à tous les acteurs concernés un échange d'informations sûr et rapide. Le réseau e-toile offre pour cela de très bonnes conditions. Notre souhait est qu'après la phase pilote, il soit disponible dans tout le canton.»



Dr méd. Pierre-Alain Schneider, président de l'Association des Médecins du canton de Genève (AMG)

Pour le président de l'association professionnelle cantonale qui regroupe 2000 médecins, la généralisation du traitement numérique des documents médicaux implique une démarche complexe et à long terme. Tandis que les médecins d'un certain âge sont moins susceptibles de passer aux processus sans papier, les plus jeunes, en revanche, trouvent naturel d'utiliser les technologies de l'information et de la communication dans leur travail quotidien. Ils s'y sont d'ailleurs habitués durant leur internat à l'hôpital. C'est là que la plate-forme de données partagées e-toile a un rôle important à jouer.

e-toile offre donc de bonnes conditions pour l'avenir?

Dr Pierre-Alain Schneider: «En principe oui. Je mise là-dessus. La plupart des données constituant le dossier médical sont déjà traitées numériquement. Il s'agit maintenant de rendre ces données accessibles, de les échanger et de les intégrer au dossier directement, sans passer par le papier ou le fax. Tout ceci doit se faire de manière sécurisée, rapide et fiable. Pour le médecin traitant, il est important de gagner du temps, de recevoir les résultats d'examen rapidement et de pouvoir obtenir les informations spécifiques dont il a besoin en tant que spécialiste. J'y suis habitué en tant que radiologue. Depuis six ans, je ne vois plus de film radiographique. Je travaille directement à l'écran avec les données numériques grâce à un système moderne d'archivage et de transmission d'images (PACS) à l'hôpital de la Tour. Le passage à ce mode de travail a été plus difficile que je pensais, mais mes collègues et moi-même se sont vite rendu à l'évidence qu'il n'était plus possible de travailler autrement en étant efficace. Il est vrai que la radiologie est un domaine dans lequel il existe depuis longtemps des standards internationaux qui sont indispensables pour échanger des images (DICOM-Standard). Ce qui manque encore, c'est de pouvoir accéder facilement à ces données depuis un autre hôpital ou depuis un cabinet

médical. La circulation d'images sur CD ou DVD est devenue archaïque.»

«Il s'agit maintenant d'aller jusqu'au bout de la révolution numérique sans perdre de vue qu'il ne s'agit pas de s'amuser avec de nouveaux gadgets, mais réellement d'améliorer notre efficacité en incorporant des fonctionnalités informatiques utiles dans l'activité quotidienne de consultation médicale, mais sans l'alourdir par des tâches supplémentaires. En ce qui concerne la radiologie, nous avons allégé le travail de notre secrétariat, mais nous avons aussi reporté certaines charges sur le médecin.»

«Par exemple, nous corrigeons maintenant nous-mêmes les rapports à l'écran et plus sur papier. Il s'agit maintenant d'amener à maturité ces outils numériques et de les intégrer si nous voulons vraiment que les médecins gagnent du temps. Le but n'est pas de faire plus de statistiques, mais de faciliter les processus décisionnels. Il faut aussi arriver à réduire les coûts informatiques du cabinet.»

En quoi les médecins libéraux profitent-ils de la numérisation?

L'expérience positive du passage au numérique en radiologie est-elle transposable au cabinet d'un médecin de famille ou d'un spécialiste?



«Pas telle quelle. Il ne faut pas oublier qu'environ la moitié des médecins libéraux a 55 ans ou plus. Il est donc compréhensible que nombre d'entre eux ne soient plus motivés pour informatiser tous leurs fichiers patients et adopter un dossier électronique. En outre, de nombreux cabinets n'ont pas l'infrastructure informatique nécessaire et son coût élevé doit être amorti en peu d'années. Si le prix du matériel baisse constamment, les coûts des services informatiques sont élevés et ils ne baisseront qu'avec des produits fortement standardisés. En outre, il y a une grande différence entre l'imagerie numérique et les données médicales cliniques. Le radiologue analyse les images dans son bureau, en temps souvent différé. Le médecin-traitant doit disposer de données cliniques ou de laboratoire le plus souvent en temps réel, alors que son patient est devant lui. L'interactivité, l'interrogation dynamique de documents stockés dans une base de données décentralisée et la rapidité du temps de réponse du réseau vont donc être des enjeux essentiels. Sur ce point, beaucoup de travail reste à faire. Mon constat est le suivant: le passage à un cabinet médical entièrement informatisé prendra du temps. Nous devons faire preuve de patience car l'informatisation du cabinet médical et la transmission de données entre professionnels de la santé est une affaire complexe, comparable à l'édification d'une cathédrale. Or, à ma connaissance, aucune d'elles n'a été construite en seulement quelques années. Il a même parfois fallu des siècles...»

Mais personne ne veut attendre aussi longtemps la généralisation des outils numériques ni surtout l'utilisation du dossier médical informatisé...

«Non, bien sûr. C'est pourquoi ici, dans le canton de Genève, nous misons justement sur e-toile. L'Association des Médecins du canton de Genève adhère tout à fait à ce projet et le soutient activement. Durant la phase pilote actuellement en cours, je me suis rendu compte que nous avons besoin d'une plate-forme de données sûre et rapide qui peut aussi être utilisée par des médecins qui n'utilisent pas un dossier informatisé. La Poste s'est engagée avec détermination dans ce projet et c'est pour moi un gage de solidité. Depuis des générations, nous confions sans souci des documents confidentiels importants à La Poste qui les achemine rapidement et en toute sécurité. C'est une expérience qui compte. Il s'agit maintenant de mettre en place un service universel de même qualité pour la transmission sécurisée de nos données.»

«Je suis persuadé que nous devons développer e-toile et en mettre les avantages à disposition des professionnels de la santé dès que possible. Pour cela, il faut que les performances soient bonnes et que les coûts acceptables. Ceci ne se fera pas du jour au lendemain et nous devons accepter la coexistence de dossiers classiques et numériques pendant longtemps. Des médecins proches de la retraite ne souhaiteront peut-être pas faire le pas. Pour tous les autres, il faudra trouver un financement adéquat et ce n'est pas les tarifs médicaux gelés ou revus à la baisse qui le permettront quand l'ensemble des charges augmente. Je remarque cependant, notamment en Suisse alémanique, qu'un cabinet médical bien informatisé a plus de chance de trouver repereur. Cela assure la continuité et revêt une importance capitale pour maintenir un assez grand nombre de médecins de famille.»

Les investissements doivent reposer sur un financement sérieux

Les coûts d'investissement constituent-ils d'après vous un gros obstacle?

«C'est en tout cas une difficulté qu'il ne faut pas sous-estimer. Nous ne devons pas oublier que, du fait de négociations tarifaires très dures – dans le canton de Genève la valeur du point TARMED a baissé – les cabinets des médecins généralistes, notamment les petits, doivent faire face à une pression croissante sur les coûts. Dès lors, un gros investissement dans de l'informatique pose effectivement problème s'il ne permet pas d'améliorer le rendement du cabinet. Et après l'investissement initial, il y a des frais annuels importants, tels que les frais de licence et de maintenance. Une solution de financement doit être trouvée. En fait, les assurances-maladie devraient avoir un intérêt à une informatisation accrue des cabinets, mais je crois qu'ils n'ont qu'une vision à court terme et ne s'intéressent qu'aux coûts.»

Indépendamment du futur financement d'une extension d'e-toile à tout le canton, dans quel état d'esprit sont les membres de votre association sur la question de l'informatisation du cabinet médical?

«Je constate un intérêt certain. Pratiquement tous les cabinets utilisent une application de facturation électronique, une messagerie et un traitement de texte. Certains membres de l'association nous interrogent et veulent savoir quand e-toile sera utilisable à large échelle. C'est un élément très positif. Mais je tiens à être



prudent et ne pas faire la promotion d'un produit tant qu'il n'est pas mûr. Ce serait en donner une mauvaise image qui freinera son adoption. Il faudra encore beaucoup de travail mais aussi des décisions politiques pour arriver à mettre en œuvre e-toile au niveau du canton.»

Quels médecins manifestent le plus d'intérêt?

Y a-t-il des groupes parmi les membres de votre association qui se montrent particulièrement intéressés?

«Oui, par exemple les pédiatres. Depuis déjà plusieurs années, ils sont nombreux à utiliser la plate-forme HIN sécurisée qui leur permet de recevoir des rapports de consultation ou d'hospitalisation des Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG). Cet échange d'information fonctionne bien. Par ailleurs, les hôpitaux universitaires produisent beaucoup d'information et ils ont été les premiers à s'engager pour être connectés au réseau e-toile. La possibilité d'accéder facilement à des pièces du dossier médical hospitalier représente, pour les médecins libéraux, un fort argument pour adhérer à e-toile.»

«Lorsque je cite plus spécialement les pédiatres, cela ne signifie nullement que l'intérêt est moindre dans les autres disciplines. Mais nous devons garder à l'esprit que les besoins du corps médical sont très hétérogènes. Chaque spécialité doit maîtriser des exigences spécifiques; il suffit de comparer un psychiatre avec un interne ou un ophtalmologue.»

«Leurs besoins techniques sont très différents. Ceci influe sur l'intérêt qu'ils portent au projet. Ceux qui doivent échanger les nombreux résultats d'exams d'imagerie médicale seront plus intéressés à se mettre en réseau sur une plateforme de données. Le besoin d'un système de communication sécurisé est clair à l'échelle du canton.»

Des étapes bien définies pour atteindre l'objectif

Quelles sont les prochaines étapes décisives?

«Nous aurons besoin de décisions politiques et surtout d'un financement équitable et durable pour aller de l'avant. Parallèlement, il y a aussi un élément technique à ne pas sous-estimer. Nombre de solutions informatiques pour cabinets médicaux libéraux reposent sur des logiciels qui ne sont actuellement pas capables de communiquer directement avec e-toile et d'intégrer de manière transparente les documents reçus dans le dossier du patient. Il y a encore bien des problèmes à résoudre avant que la communication électronique puisse être généralisée dans le domaine de la santé, mais il est urgent d'y travailler avec détermination.»

Interview: Dr Hans Balmer



L'hygiène dans les sanitaires est souvent sous-estimée. Saviez-vous qu'il y a plus de germes et de bactéries sous un siège de toilette que d'habitants en Europe ? Une simple visite aux toilettes peut faire doubler le nombre de germes et de bactéries sur vos mains. Les laver soigneusement et les sécher avec un essuie-mains papier apporte la meilleure protection contre ces germes.

Katrin se concentre sur l'hygiène des sanitaires et propose des solutions efficaces, des savons aux distributeurs, pour vous protéger contre la propagation des maladies.

Katrin prend en compte l'ensemble de vos besoins : à 360 degrés

+49 2251 8120 | www.katrin.com

Katrin. At Hand.



360°
Des solutions d'hygiène en un seul système.